

**FAITS MARQUANTS DE LA FNUF10****MERCREDI, 10 AVRIL 2013**

La FNUF10 s'est poursuivie mercredi 10 avril en séance plénière. Dans la matinée les délégués ont abordé les points suivants de l'ordre du jour: les contributions régionales et sous-régionales; le renforcement de la coopération et de la coordination des politiques et programmes, en ce compris la formulation de nouvelles orientations pour le PCF; et les forêts et le développement économique. Dans l'après-midi, un Dialogue multipartite a eu lieu. Les délégués ont assisté dans la soirée à la cérémonie de remise des Prix « Des Forêts pour les Peuples » des Nations Unies.

**PLÉNIÈRE****CONTRIBUTIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES:**

La Directrice du FNUF Jan McAlpine a présenté le Rapport du Secrétaire général sur les contributions régionales et sous-régionales (E/CN.18/2013/3), en soulignant que ce document constitue un apport de grande valeur. Concernant le thème de la FNUF10, elle a attiré l'attention sur le travail de collecte de données relatives aux forêts et a instamment demandé que ces données soient prises comme une contribution à la comptabilité nationale. Elle a mis certaines actions en exergue, notamment: les engagements politiques influents; la renforcement et l'harmonisation de la gouvernance; et le partage des meilleures pratiques.

**RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION:**

La Directrice du FNUF Jan McAlpine a présenté le Rapport du Secrétaire général le renforcement de la coopération et de la coordination des politiques et programmes, en ce compris la formulation de nouvelles orientations pour le PCF (E/CN.18/2013/8), en décrivant la coopération du FNUF avec, entre autres: le PCF, à mode de suivi de Rio+20; les peuples autochtones et les forêts dans l'agenda de développement post-2015; et les autres AEM et organisations des Nations Unies, notamment sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Instrument concernant les forêts.

La Directrice du FNUF McAlpine a présenté une Note du Secrétariat concernant les activités de l'Année internationale des forêts 2011 (E/CN.18/2013/9), en signalant que le thème « Des forêts pour les peuples » soulignait les liens intersectoriels des forêts.

Eduardo Rojas-Briales, FAO, et Président du PCF, a présenté la note d'information intitulée Cadre de travail du PCF pour 2011 et 2012 (E/CN.18/2013/10), en soulignant les réussites du PCF, notamment la contribution unique coordonnée sur les forêts à Rio+20. Il a mis en exergue une étude actualisée sur le financement des forêts, la mise en place du Prix Wangari Maathai, l'accueil des Journées 5 et 6 des forêts, et la publication de fiches informatives sur la GDF.

**FORÊTS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE:**

Les représentants du Japon, de l'Allemagne, les Pays-Bas et de l'Ukraine ont présenté les initiatives conduites par les pays (ICP) rapportés aux Secrétariat du FNUF par lettre (E/CN.18/2013/14, 15, 16 et 17).

Gen Totani, Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon, a rapporté le « Séminaire internationale sur les défis de la GDF », accueilli conjointement avec l'Indonésie à Tokyo, au Japon, en 2011, et partageant des recommandations sur, entre autres: l'intégration des rapports; la facilitation des dialogues multipartites; et l'intégration des forêts dans l'agenda du développement durable.

Matthias Schwoerer, Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture et de la protection des consommateurs de l'Allemagne, a évoqué la conférence sur les « Contributions des forêts à l'économie verte », qui s'est tenue à Bonn, en Allemagne, en octobre 2011, et qui a abordé la façon dont le secteur forestier pourrait améliorer l'efficacité dans l'utilisation des ressources.

Rob Busink, Ministère des affaires économiques, de l'agriculture et de l'innovation des Pays-Bas, a rapporté la réunion « Un chemin vers l'économie verte dans le contexte du développement durable », qui s'est tenue à Hanoï, au Vietnam, en janvier 2012. Il a souligné: le rôle du secteur privé pour promouvoir la croissance verte, les liens entre foresterie, agriculture et sécurité alimentaire; et le besoin d'intégrer la GDF.

Lyubov Polyakova, Agence des ressources forestières de l'État, Ukraine, a rapporté la discussion sur les « Forêts dans l'économie verte pour les pays d'Europe de l'Est, et d'Asie centrale et du Nord: Forum de Lviv », qui a eu lieu à Lviv, en Ukraine, en septembre 2012, notamment sur: l'économie verte, la compréhension des tendances clés concernant les forêts; et la génération de revenus par les activités liées aux forêts.

**DECLARATIONS DES PAYS:** Concernant le renforcement de la coopération et de la coordination, la BOLIVIE a déploré que le FNUF ne joue par son rôle de coordination des politiques forestières au niveau international. Les ETATS-UNIS ont instamment demandé au FNUF de maintenir un rôle de facilitateur au sein du PCF, plutôt que d'assumer les fonctions de coordination de niveau système au sein des Nations Unies.

Le BRESIL a mis en exergue la réunion de l'Initiative des Grands groupes du FNUF, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 18 au 22 mars 2013, au cours de laquelle l'importance de la participation de la société civile au FNUF a été reconnue. L'ETHIOPIE a rapporté les activités du Réseau international du bambou et du rotin, ainsi que sa demande de rejoindre le PCF.

La Nouvelle-Zélande, au nom du PROCESSUS DE MONTREAL, a évoqué sa collaboration croissante avec l'ITTO, FOREST EUROPE et la FAO, ainsi que les efforts déployés pour élaborer un partenariat sur les indicateurs forestiers. L'Irlande, au nom de l'UE et la CROATIE, a rapporté la coopération de l'UE à travers la Mise en application des lois forestières, la gouvernance et le commerce liés aux forêts, visant à exclure le bois illégal du marché européen.

La MALAISIE a mis en garde contre la fragmentation et la dilution des ressources et des capacités au sein du PCF. Évoquant le Processus de Téhéran, l'IRAN a signalé que le processus fournit un cadre de travail permettant de faciliter le soutien au PCF pour les pays à faible couvert forestier.

L'INDE a instamment plaidé pour davantage de coopération aux niveaux régional, sous-régional et national, afin de faciliter, entre autres, le transfert de technologies et le renforcement des capacités. La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO a décrit les activités nationales menées en partenariat avec les bailleurs de fonds pour soutenir la mise en œuvre de la GDF.

Concernant les forêts et le développement économique, la CHINE a proposé que le PCF: formule un plan de mise en œuvre pour soutenir les travaux du FNUF et renforcer la collaboration; organise les efforts collectifs d'évaluation et d'étude; et soutienne les consultations pertinentes et la prise de décisions post-2015. L'ARGENTINE a appelé à plus d'information sur le rôle des forêts dans l'économie verte dans le contexte de la GDF.



Rojas-Briales a noté, en réponse aux interventions, que les priorités du PCF sont déterminées et mandatées par le FNUF et les Etats membres, en avertissant qu'il est nécessaire de maintenir un équilibre dans les activités du PCF pour pouvoir aborder de façon appropriée les trois piliers du développement durable.

**DEBAT MULTIPARTITE:** La Directrice du FNUF Jan McAlpine a présenté une Note du Secrétariat sur le Débat multipartite (E/CN.18/2013/7), en remerciant les Grands groupes pour leur soumission du Document de discussion sur les forêts et le développement économique (E/CN.18/2013/7/Add.1) qui comprend des conclusions et des recommandations à discuter dans le cadre de la FNUF10.

Le Modérateur Shashi Kant, de l'Université de Toronto, Canada, a encadré le Débat multipartite en encourageant les membres à « tomber amoureux de la durabilité ».

Peter deMarsh, de la Fédération canadienne de propriétaires de lots boisés, au nom des AGRICULTEURS ET PETITS PROPRIETAIRES DE TERRAINS BOISES, a signalé que pour assurer les moyens de subsistance, augmenter le couvert forestier et protéger les forêts, il faut remplir une série de conditions, notamment: le respect des droits des peuples autochtones et des communautés locales; les savoirs traditionnels et scientifiques, l'éducation et le renforcement des capacités; et l'accès et le partage des avantages.

Hubertus Samangun, Coordinateur régional de l'Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales, au nom des PEUPLES AUTOCHTONES, a plaidé pour un accès simplifié aux fonds disponibles, par exemple à travers le Programme de petites subventions du FEM. Paul Opanga, de l'Internationale des travailleurs de la construction et du bois, au nom des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ET COMMERÇANTS FORESTIERS, a instamment prié les Etats membres de garantir des salaires de subsistance aux travailleurs, plutôt que des « salaires de pauvreté », en signalant qu'une « forêt qui rapporte est une forêt qui reste sur pied », et qu'un travail forestier doit être à la fois vert et digne.

Sim Heok-Choh, de l'Association d'institutions de recherche forestière d'Asie Pacifique, au nom des COMMUNAUTES SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE, a instamment demandé le renforcement de la recherche, de l'éducation et de la formation en lien avec les forêts, ainsi que la promotion d'environnements aptes à recevoir l'investissement du secteur privé dans la science et la technologie.

Lambert Okrah, du Partenariat des Grands groupes sur les forêts, au nom des ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG), a signalé que les discussions entre participants lors des initiatives conduites par les Grands groupes qui ont eu lieu début 2013, comprenaient un débat sur les systèmes de gouvernance et les entreprises communautaires. Ghanshyam Pandey, Président de la Fédération des utilisateurs de forêts communautaires, Népal, et de l'Alliance globale sur la foresterie communautaire, au nom des AGRICULTEURS ET PETITS PROPRIETAIRES DE TERRAINS BOISES, a instamment demandé la garantie des droits de tenure foncière pour les peuples autochtones, les agriculteurs et les petits propriétaires de terrains boisés.

Jukka Halonen, de la Fédération finlandaise des industries forestières, au nom du groupe INDUSTRIE, a instamment demandé la pleine participation de tous les Grands groupes dans les forums internationaux. Cécile Ndjebet, du Réseau de femmes pour la gestion communautaire des forêts, au nom du groupe FEMMES, a appelé à: l'inclusion des femmes dans le développement économique basé sur les forêts; la réforme des systèmes de tenure foncière pour garantir les droits fonciers des femmes; le financement des entreprises forestières conduites par des femmes; et le renforcement des capacités pour assurer une représentation appropriée des femmes dans les instruments de prise de décisions.

Tolulope Daramola, de l'Association internationale des étudiants en foresterie (IFSA), au nom du groupe ENFANCE ET JEUNESSE, a présenté les recommandations issues de la Conférence IFSA de mai 2012 sur « les forêts dans une économie verte: contribution et position des jeunes », notamment celle de créer un programme pour la jeunesse, celle d'embaucher un représentant des jeunes au Secrétariat du FNUF, et celle d'organiser des activités forestières annuelles pour la jeunesse aux niveaux national, régional et international.

Andrei Laletin, des Amis des forêts sibériennes, au nom des ONG, réagissant sur la tendance croissance des programmes de boisement par la plantation de mono-espèces à grande échelle, a souligné que ces forêts ne peuvent pas fournir les services écosystémiques perdus lors de la destructions des forêts naturelles, et qu'il est nécessaire de promouvoir le partage des avantages issus des ressources génétiques avec les populations forestières.

Au cours des déclarations de l'assistance, la TURQUIE a souligné l'importance d'habiliter les peuples autochtones et locaux pour améliorer leurs conditions de vie. Le NEPAL a partagé les expériences d'un processus multipartite ayant

démonstré son efficacité pour améliorer la gouvernance. L'UGANDA a reconnu l'équilibre obtenu par les Grands groupes qui « agissent avec le cœur » ainsi que leur rôle central dans la mobilisation des programmes. La GUINEE a partagé son succès après avoir confié le développement des groupes communautaires à des femmes. Le LIBERIA a souligné le besoin de bâtir la capacité des parties prenantes à participer à la prise de décision, afin d'éviter que d'autres s'expriment à leur place.

La PAPOUASIE-NOUVELLE GUINEE a souligné que la GDF ne peut être réalisée sans un dialogue fort, continu et amélioré entre parties prenantes, en citant l'engagement des parties prenantes concernées dans la prise de décisions sur les forêts en Papouasie-Nouvelle Guinée. Le SENEGAL a signalé que les politiques ne tenant pas compte des inquiétudes des bénéficiaires sont condamnées à échouer, et a souligné le besoin de prendre en compte les spécificités des groupes, notamment celles des femmes, de la jeunesse et des peuples autochtones.

Le MEXIQUE a souligné l'importance de la société civile dans la mise en œuvre de la GDF. L'INDONESIE a partagé des mécanismes nationaux pour l'intégration des multiples parties prenantes dans la GDF, notamment un conseil pour faciliter les consultations entre le gouvernement, les entreprises et les communautés locales. Le NIGERIA a évoqué une initiative pour engager les femmes dans les pratiques de GDF à travers la formation et des éléments pour des modes de vie durables.

Le LESOTHO a décrit des efforts nationaux pour engager les parties prenantes ayant conduit à une extension du couvert forestier et à une réduction de l'abattage illégal. Le TOGO a décrit ses conditions nationales et les efforts déployés pour intégrer dans les programmes scolaires la sensibilisation vis-à-vis des valeurs forestières et la réduction des risques de désastres.

La SUEDE a souligné que l'industrie forestière et les petits propriétaires forestiers jouent un rôle central dans la création d'emplois et de revenus, en appelant à des investissements à long terme dans l'éducation et la recherche forestière. L'ALLEMAGNE a estimé que le Débat multipartite a élevé le profil des Grands groupes dans les approches intersectorielles à la GDF.

La FINLANDE a appelé à garantir les droits de tenure foncière, afin d'assurer la GDF. L'ARGENTINE a souligné la promotion du commerce juste et de la valeur ajoutée des produits non dérivés du bois provenant des communautés autochtones et locales, afin de leur en assurer les avantages.

FOREST STEWARDSHIP COUNCIL a indiqué que la GDF peut être réalisée grâce, entre autres choses, à des schémas de consommation et de production durables, à une utilisation et réutilisation efficaces, et aux marchés durables, et a instamment prié le FNUF d'inviter les Etats membres à relever le défi d'intégrer l'agenda forestier dans leurs politiques de développement durable.

Le GHANA a noté que les recommandations issues du Débat multipartite seront employées pour améliorer les plateformes nationales de consultation existantes. La MALAISIE a mis en garde contre la généralisation et la simplification des recommandations issues du Débat multipartite, car elles peuvent s'avérer difficiles à appliquer selon le contexte national. Les ETATS-UNIS ont estimé que le document des Grands groupes enrichirait la discussion concernant de nombreux thèmes qui doivent être examinés dans le cadre du point de l'ordre du jour relatif aux forêts et au développement économique, dans le Groupe de travail 1.

A mode de conclusion, le Modérateur Kant a souligné que le processus du FNUF ne peut être dynamique et vibrant sans la participation des Grands groupes, et a estimé par ailleurs qu'il n'y a aucune raison pour qu'un pays ne soit en désaccord avec les contributions des Grands groupes.

### DANS LES COULOIRS

Le troisième jour de la FNUF10 a rempli les délégués d'un certain sens de la coopération, de l'entraide et du travail en équipe, à mesure qu'ils entendaient les rapports du FNUF sur le renforcement de la coopération et participaient au Débat multipartite. Les délégués semblaient satisfaits de la discussion avec les Grands groupes, notamment par la présence de l'Industrie. Des commentaires se sont fait entendre dans les couloirs de la part de participants se disant heureux que les points focaux des Grands groupes aient mis en avant des questions de fond. Cette satisfaction se manifestait même vis-à-vis de l'appel lancé aux bailleurs de fonds pour qu'ils « tiennent leurs engagements », appel qui, d'après certains, sera probablement repris par les pays en développement dans les très prochaines réunions des groupes de travail.

La remise des Prix « Des Forêts pour les Peuples » des Nations Unies a eu lieu en fin de journée, et a offert la formidable opportunité de reconnaître les efforts déployés dans le monde entier par des personnes dont le dur labeur en faveur de la protection des forêts ne sera pas passé inaperçu.